

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(16\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au ministre de la Justice, vers le 13 mai 1875](#)

Jean-Baptiste André Godin au ministre de la Justice, vers le 13 mai 1875

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (16)

Collation 4 p. (170r, 171r, 172v, 173r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au ministre de la Justice, vers le 13 mai 1875, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/48427>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [vers le 13 mai 1875](#)

Lieu de rédaction 28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Dufaure, Jules \(1798-1881\)](#)

Lieu de destination Paris

Description

Résumé Sur l'affaire des affiches de théâtre placardées à Guise. Godin estime être victime d'une persécution politique. Il expose l'affaire au ministre : des représentations légalement déclarées ont lieu au théâtre du Familistère depuis plusieurs années au bénéfice du bureau de bienfaisance de la ville qui en retire 700 à 1 000 F chaque année ; le 9 avril dernier la municipalité fait interdire sans s'appuyer sur aucun arrêté l'affichage dans la ville du prochain spectacle et Godin se résout à n'afficher que dans sa propriété et dans les hôtels de la ville ; la représentation eut lieu le dimanche suivant après l'accord entre le maire de Guise et le directeur de la troupe d'acteurs ; mais Godin découvre en rentrant d'un voyage de trois semaines que son fils et trois de ses employés sont cités à comparaître en police correctionnelle pour délit d'affichage suivant la loi du 10 décembre 1830 qui, d'après Godin, ne concerne que les écrits politiques ; le procureur de la République n'a pas voulu accorder la remise demandée. Godin signale au ministre qu'il est l'objet de multiples tracasseries depuis que le « Ministère du 24 mai » a révoqué les maires républicains. Godin informe le ministre que le tribunal a innocenté les quatre prévenus et a condamné le ministère public aux frais et dépenses. Dans le post-scriptum, Godin indique que les arrêtés pris par le maire de Guise depuis le procès figurent au dossier.

Notes

- Destinataire : Jules Dufaure (1798-1881) est ministre de la Justice du 10 mars 1875 au 12 décembre 1876.
- Lieu et date de rédaction : la lettre se situe dans le registre entre une copie de lettre datée de Versailles le 13 mai 1875 et une autre datée de Versailles le 15 mai 1875.
- La lettre est signée « Godin | député de l'Aisne ».

Mots-clés

[Conflit](#), [Idées politiques](#), [Procédure \(droit\)](#), [Théâtre](#)

Personnes citées [Maillet, Joseph Alfred](#)

Lieux cités [Guise \(Aisne\) - Familistère : théâtre](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 07/07/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Je M'adresse au M. le Ministre
de la Justice

Monsieur le Ministre

Je prie vous informer de fait
de quelle prescription qualifiée
qui sera sous condition respectant
plus être dans la partie des officiers
des gendarmes et de la République
et qui pourtant se continuent
en attendant que par Monseigneur
de la Justice sera sous cette note
et les plus qui s'accompagnent pourront
vous faire connaître ce dont il s'agit.

Je suis propriétaire à Paris. Sur
établissement dans lequel de trouver son
salle pouvant servir de théâtre par
fait. Les représentations légales afin de pouvoir
y donner des représentations théâtrales.
Les représentations ont lieu depuis plusieurs
années, sans la moindre difficulté et
au grand avantage de la ville de
Carpentras de la ville qui reçoit
des représentations de 700 francs
à 1000 francs chaque année.

Le 7 avril dernier on vint me
dire que le Maire de la ville faisait
des difficultés pour l'affichage. De plus
me dit qu'il y avait dans la ville
quelqu'un qui n'est aucun arrêté municipal
concernant l'affichage à Guier.

Après par conséquent l'affichage fut
fait par les particuliers, dans les
rues sans que la loi; je répondis
à mes gens de se baser et de
répondre que dans ma propriété
dans les hôtels de la ville.

Il ne fut donc plus question de
l'affichage. La représentation
fut bien comme à l'ordinaire
le dimanche suivant d'après entre
le maire et le directeur de la troupe
des acteurs.

Malgré cela en montrant la semaine
dernière mon voyage on était digne
trois semaines s'appris que mon fils et
trois de mes employés étaient gâtés
en notre correctionnelle pour dit-il
affichage. La loi interrogée est celle de
10 pour 100 qui ne concernent que les
villes particulières et pourtant il demandait
bien on peut que si vient à vous
Signature

- ce qu'on s'est pu voir d'après dans
 l'ouvrage émanant de l'opinion n'est pas
 seulement un fait personnel, les tendances
 qu'il révèle me semblent mériter votre
 attention dans l'intérêt de la justice
 elle-même.

J'ai écrit au procureur de la République
 pour obtenir une remise (copie de ma
 lettre et des dessins) et ma part de
 ma rémunération. Si je n'ai obtenu
 les tracasseries dont j'ai été l'objet depuis
 que le Ministre du 24 mai a révoqué
 les maires républicains elles auraient
 toutes le même caractère, je les passe
 sans silence.

Malgré le temps de la bonne admini-
 stration de la justice est mesuré. Mais
 sous les députés républicains n'aurait
 plus été une exception pour elle.

Je trouve dans tout cela une
 main surprenante qui a fait l'affaire
 d'annuler de suite pour une suppres-
 sion qui a eu lieu d'avant tout
 le monde et les autres, ait été un mois
 plus tard pour servir comme dit patit
 à la requête du Procureur de la République
 et que les personnes qui me sont proches
 sont maintenant poursuivies pour

un fait qui est à bon droit
pratiqué à toutes les représentations
depuis plusieurs années.

Le Tribunal a renvoyé la
question précédente de l'incapacité partielle
cette cause et il a condamné le
ministère public aux frais et dépens
mais l'ordonnance dans laquelle le procureur
a été fait acte et est contre cela
qu'il y a eu appel.

Veuillez agréer, Monsieur
le Ministre,

l'assurance de mon parfaite
considération et de mon distingué

Respectueux

Signature de l'Avocat

P.S. Les arrêtés pris depuis le procès
pour le affaire de Guinée sont en
dépense.